



COMMUNIQUE DE PRESSE

SOS homophobie soutient l'Existrans : une loi sur le changement d'état civil est urgente

SOS homophobie soutient la dix-huitième édition de l'Existrans, la marche des personnes trans et intersexes, et de celles et ceux qui les soutiennent. Samedi 18 octobre, nous nous joindrons comme chaque année au cortège parisien qui partira de Stalingrad à 14h.

Ces derniers mois, les débats autour d'une soi-disant « théorie du genre » ont libéré une parole transphobe, caractérisée par une profonde ignorance sur le sujet, amalgamant notamment transidentité et travestissement, et allant même jusqu'à invoquer de supposés changements de genre imposés. Plus de la moitié des témoignages de transphobie reçus par SOS homophobie en 2013 relatent des insultes, notamment sur Internet et les réseaux sociaux, et les agressions physiques à l'encontre des personnes trans ne sont pas rares (14 % des témoignages), provoquant chez elles un mal de vivre, voire des idées suicidaires.

Depuis 2012, la transphobie est reconnue comme une discrimination spécifique, mais la notion d' « identité sexuelle » figurant dans la loi n'est pas satisfaisante. **Nous regrettons qu'aucune modification n'y ait été apportée pour y substituer les termes d' « identité de genre », et ce malgré les revendications des associations ainsi qu'un avis rendu par la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) en ce sens.**

Le changement d'état civil (mention du sexe sur la carte d'identité et le numéro de sécurité sociale) reste pour les personnes trans un parcours du combattant, long, difficile et coûteux. La procédure les oblige encore à suivre un parcours médical psychiatriqué, et à apporter la preuve d'une irréversibilité de la transition, ce qui se traduit notamment par une exigence de la stérilisation. Ces difficultés font qu'un grand nombre de personnes trans n'ont pas un état civil conforme à leur identité de genre, renforçant encore les discriminations et les violences à leur encontre. **La transphobie étatique entretient et légitime la transphobie ordinaire.**

SOS homophobie rappelle l'urgence de la situation et l'impérieuse nécessité de légiférer dans le sens d'une procédure de changement d'état civil véritablement – et enfin – respectueuse des droits humains. Nous préconisons ainsi une procédure simplifiée de changement d'état civil, qui ne soit plus subordonnée à un parcours médical, le droit pour les personnes trans qui décideraient de suivre des procédures médicales de choisir librement son médecin tout en continuant à être prises en charge, et la dépsychiatriation de la transidentité au niveau international, notamment par sa suppression de la liste des troubles mentaux établie par l'Organisation mondiale de la santé.

SOS homophobie, très attachée à la prévention, recommande aussi de former et de sensibiliser les professionnel-le-s susceptibles d'intervenir auprès des personnes trans, les personnels de santé, de l'éducation ou judiciaires. Le personnel pénitentiaire doit aussi être sensibilisé afin qu'il puisse adapter au mieux les conditions de détention des personnes trans incarcérées, en prenant en compte leur genre vécu et en leur permettant de suivre leur parcours de transition.

Samedi, nous marcherons pour que les personnes trans et intersexes retrouvent la dignité, la sécurité et l'épanouissement nécessaires. Nous montrerons que la diversité de nos identités est une richesse. Nous réaffirmerons la nécessité de légiférer au plus vite, pour que chacun-e ait la liberté de vivre son identité de genre.

Contact presse :

Yohann Roszewitch, président

06 28 32 02 50 - yohann.roszewitch@sos-homophobie.org